

# éducation & communication

PARAIT 1 MERCREDI SUR 2

FRATERNITÉ MATIN / MERCREDI 19 NOVEMBRE 2003 / CAHIER GRATUIT N° 2

**Agri** SPÉCIAL

Quand les paysans prennent leur destin en main

De la Caïtab à la Bco

LA NÉCESSAIRE REORGANISATION

LA VALIDATION SE FAIT ATTENDRE

**Il est en vente partout**

Nov. 2003

## Tableau

# L'Enseignement supérieur Le grand sinistré

## Sommaire

### Éducation

- Tableau L'Enseignement supérieur : le grand sinistré
- II- Décadence d'un système
- III- 2 questions à Zémogo Pofana
- IV- L'Enseignement à distance, une alternative crédible

Le pédagogue  
V- Axel Avoni : "La philosophie appréhende les réalités et les dépasse."

- Bibliothèque
- VI- Manuels scolaires.
- "Rebelles" de Fatou Keita : une insurrection contre l'excision
- "Les Frasukes d'Ebinto" et "Le respect des morts" au goût du jour
- "La voix de ma rue", pour briser le cercle de l'indifférence.

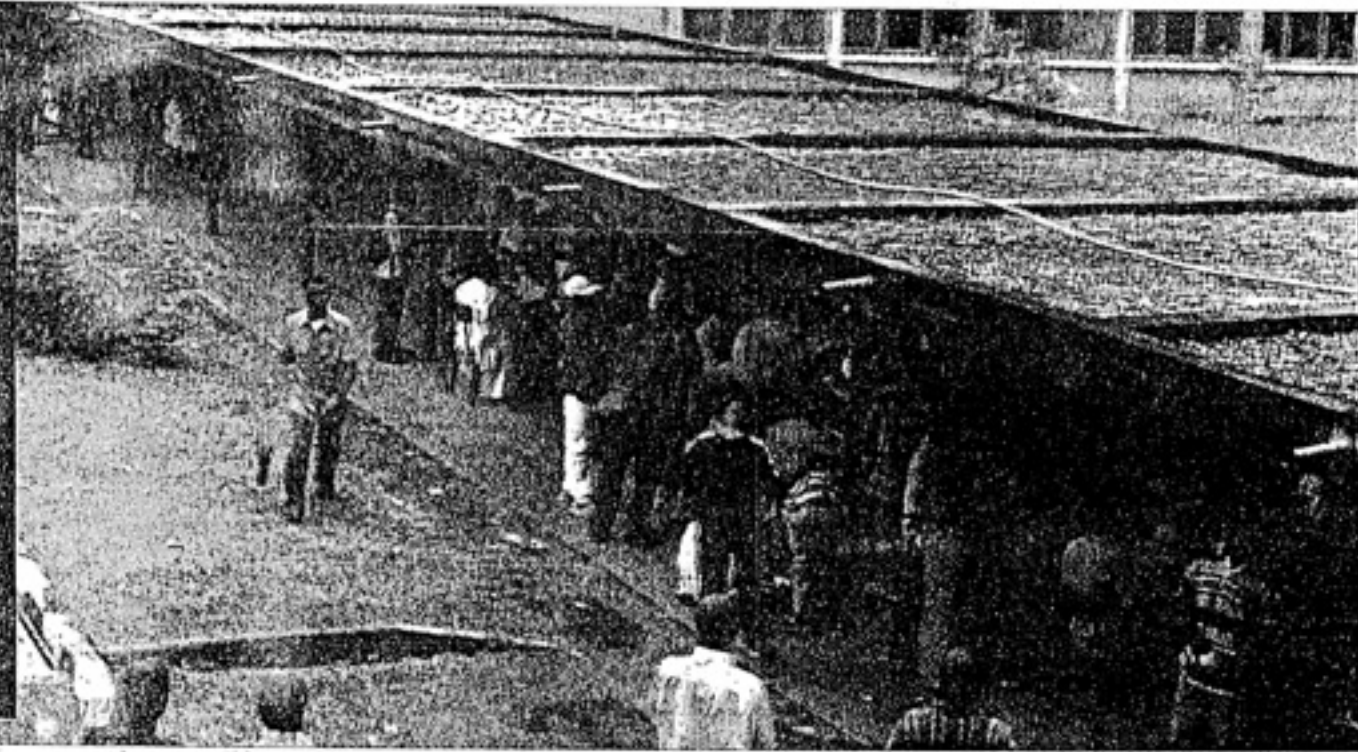
### Communication

- En ligne
- VII - La ruée vers "l'or".
- Comment ça marche ?
- VII- El Hadj Amidou Kassé, DG du Soleil "Les NTIC ne se résument pas uniquement à des outils"

Vision  
VIII - L'encre numérique : le bond en avant dans l'impression des journaux.

- Connexion
- VIII - L'internet, plus qu'incommodable

En dépit de toutes les professions de foi visant à sa réhabilitation, l'Enseignement supérieur continue de se débattre dans les nasses du filet du désordre de la violence. Pour tout dire, il est en ruines.



## Sillons

UN PLAN QUINQUENNAL 2004-2008 existe bel et bien au ministère de l'Enseignement supérieur. Qui espère redonner à cet ordre d'enseignement, les moyens de sa survie. Des habits neufs en somme, dont il devrait se vêtir pour tenter de répondre enfin aux attentes de tous, notamment de cette grande majorité de personnes qui, en dépit de toutes les professions de foi, des autorités qui se sont succédé à la tête de ce degré d'enseignement, ne croient plus depuis longtemps en sa capacité à surmonter ses turpitudes. C'est que l'enseignement supérieur, généralement et les universités publiques ivoiriennes singulièrement se trouvent écartelés entre des acteurs aux intérêts divergents. Leaders politiques, enseignants, étudiants, personnels administratifs... Chacun de ses acteurs sait ce que représente l'université en tant qu'entité.

Les leaders politiques surtout, qui ont réussi à installer sur les campus de véritables relais. En soi, l'idée n'est pas mauvaise. Il est souhaitable et même légitime que des étudiants se reconnaissent en un leader politique et veuillent agir pour la

vulgarisation de ces idées et de son programme de société. Mais, il est déplorable que l'exploitation parfois politicienne des actions de ces derniers favorise des pratiques hélas peu amènes dans leur milieu. L'opposition entre factions armées à l'aide de machettes, de gourdins cache si mal le prolongement de la bataille que se livrent certains partis politiques. Conséquence : le temple du savoir a été transformé en un champ de guerre. Tout le monde s'est depuis trop longtemps rendu complice d'une telle situation, par la peur, du silence, l'indifférence, la caution même ou la condamnation sans fermeté de telle dérive. Tous savent en effet, qu'ils ont failli à leur devoir de formation au sens de la responsabilité et de l'encadrement de tous ces jeunes pour qui ils représentent des modèles.

Les étudiants ont par ailleurs compris qu'en utilisant certains thèmes de revendication comme bouclier au plan académique, ils s'assuraient de toute impunité. L'exemple

du parapluie atomique est patent dans ce domaine. Aujourd'hui, il est à la base de situations inacceptables, telles la présence quasi éternelle d'une frange d'étudiants dans les cités et sur les campus, compromettant ainsi l'arrivée de nouveaux apprenants, plus jeunes qui ont légitimement envie d'accéder à l'université...

**Les enseignants.** Les faiblesses du système favorisent leur fuite vers des cieux plus attrayants pour leur carrière. De plus en plus, ils préfèrent investir les bureaux feutrés de l'administration ou encore de certaines institutions plutôt que de rester dans les cabibis qu'ils offrent l'université. Face à toutes ces faiblesses, il faut des réformes et une volonté politique certes pour donner à l'université en tant qu'entité un meilleur cadre pour son plein épanouissement. Mais il faut avant tout une grande dose de courage. Pour travailler à opérer la rupture, la mue nécessaire. Or, dans le contexte actuel de ni paix ni guerre faite d'intolérance, de suspicion, de négation du

droit et de la République dans son entièreté ; la mise en œuvre d'une telle entreprise ne peut qu'être retardée, malgré son caractère urgent.

**L'actuel ministre** de l'Enseignement supérieur Monsieur Pofana Zémogo hué par les étudiants lors du passage du Chef de l'État le 1er novembre dernier sur le campus, n'aura aucune marge de manœuvre pour agir. En attendant, d'autres alternatives existent pour ceux qui peuvent s'en donner les moyens. Il s'agit bien entendu des grandes écoles publiques (il est souhaitable que les usages qui semblent s'amonceler sur l'horizon de certaines d'entre elles se dissipent rapidement), de l'enseignement supérieur privé et de l'éducation à distance entre autres. Mais, un enseignement supérieur crédible demeure celui qui garantit le meilleur environnement et le bon niveau dans tous ses compartiments. La Côte d'Ivoire mérite qu'il en soit ainsi pour ses universités et ses grandes écoles afin de la conforter dans la position de "couronne de la sous-région" qui est la sienne selon le représentant spécial de la CEDEAO en Côte d'Ivoire S.E Ralph Uwechue. Un enseignement supérieur pour un pays qui en dépit de tout, doit continuer de nourrir de grandes ambitions pour lui-même et pour sa jeunesse.

## Habits neufs et courage

PAR JOSETTE BARRY



◆ Tableau

L'Enseignement supérieur : le grand sinistré

# Décadence d'un système

PAR JOSETTE BARRY

En dépit de toutes les professions de foi visant à sa réhabilitation l'enseignement supérieur continue de se débattre dans les masses du filet du désordre, de la violence. Pour tout dire, il est en ruines. Ruine matérielle et financière mais aussi ruine intellectuelle et morale. Pourtant, l'échéance de toute entreprise visant à sa remise en état risque d'être retardée si la situation socio-politique ne se normalise pas dans les plus brefs délais.

Le moins difficile avec l'enseignement Supérieur en Côte d'Ivoire, c'est que les maux qui le minent sont depuis fort longtemps connus. Et ce ne sont pas non plus les professions de foi annonçant la ferme volonté de le sortir du tunnel qui ont manqué.

L'enseignement supérieur demeure l'un des parents pauvres du système éducatif ivoirien. Il ne reçoit que 18% du Budget de l'Éducation dont 13% sont consacrés aux salaires et au fonctionnement administratif.

Depuis au moins une dizaine d'années, colloques, actes et autres assises (la dernière fut celle de Yamoussoukro organisée par le professeur Seri Bailly) ont proclamé et consigné les actions à

mener à court, moyen et long terme, pour amener cet ordre d'enseignement, le dernier degré dans la recherche de connaissances, à retrouver son visage d'antan et espérer répondre aux multiples et légitimes attentes de la communauté.

Hélas ! L'enseignement Supérieur public et ses universités notamment peinent à faire leur mue nécessaire pour faire ce bond qualitatif.

Il faut savoir que les difficultés ont commencé à apparaître lorsqu'en 1987, l'effectif de l'Université d'Abidjan est passé à 14 230 étudiants, alors qu'elle n'avait été construite que pour 7 000 personnes.

Ces difficultés se sont accentuées au fil des années, eu égard au fait qu'alors qu'on affichait de très grandes ambitions pour l'enseignement supérieur avec le développement d'un pôle d'excellence à Yamoussoukro à travers les grandes écoles telles l'INPHB, l'ENSA et l'ENTP, l'Université d'Abidjan-Cocody qui est demeurée seule jusqu'en 1992 continuait de recevoir les milliers d'étudiants qui frappaient à sa porte.

Le fossé entre l'offre en matière de places disponibles et la demande s'est davantage accentué. Tant et si bien que l'ouverture à partir de 1992 et de façon successive de 2 autres universités publiques (Bouaké et Abobo-Adjamé n'a rien changé à la situation. À côté de ces universités publiques et de leurs appendices, les unités de recherche de l'enseignement supérieur (URRS) de Korhogo et de Daloa (dont l'implantation est un échec selon de nombreux observateurs).

Le dispositif est aujourd'hui complété par 100 établissements d'enseignement technique supérieur privé, 39 établissements hors ministères.



La création de l'Université de Bouaké tout comme celle d'Abobo-Adjamé n'a pu atténuer les dysfonctionnements de l'Enseignement supérieur en général ; encore moins le désengorgement de l'Université de Cocody. (PHOTO D'ARCHIVES)

L'essor de l'enseignement privé. Le constat est le suivant aujourd'hui. Devant l'incohérence affichée du système d'enseignement supérieur public avec ses programmes d'enseignement inachevés, le peu de crédibilité de ses diplômes, le cursus rallongé des étudiants et la faible fluidité constatée du système. Devant les faibles taux de réussite enregistrés depuis au moins deux décennies et l'érection de la violence en "système de gestion" par les étudiants, le développement de l'enseignement supérieur voulu et encouragé est devenu une alternative incontournable. Car, alors même qu'on observe ce dysfonctionnement dans le public, avec un calendrier académique tronqué, on constate que dans les universités privées et dans les grandes écoles publiques, le fonctionnement reste globalement régu-

lier. Il reste à souhaiter que le développement du privé ne contribue pas à renforcer le dysfonctionnement dans le public avec la fuite des cerveaux internes. Observée avec le départ des enseignants du public vers les structures privées, fuite interne qui est venue s'ajouter à la fuite externe vers les pays européens notamment.

Le manque d'enseignants est depuis longtemps devenu notoire dans les Universités. Les conséquences on les connaît. Des enseignements ne sont plus assurés ou le sont en dents de scie. Dans certaines unités de formation et de recherche (les structures qui ont remplacé les facultés), le souvenir des travaux dirigés est lointain. L'on ne se contente que des cours magistraux délivrés dans les amphithéâtres. (cf tableau portant sur les besoins en

enseignants dans le public au titre de l'année 2003-2004).

Devant ce manque notoire d'enseignants, les offres de formation restent limitées avec très peu de filières professionnalisées. Autre risque, celui de voir se multiplier les filières de formation avec les diplômes maisons qui ont du mal à être acceptés sur le marché de l'Emploi. Ces diplômes maisons provenant du privé, en dépit des assurances données par le ministre de l'Enseignement supérieur, M. Zémoga Pofana, aux députés lors de son récent passage à l'hémicycle sur leur invitation.

Malgré le flux observé vers les établissements d'enseignements supérieurs privés, le contingent d'étudiants candidats à une inscription dans les universités reste élevé. Une surpopulation devenue mortelle et qui a des conséquences énormes sur la qua-

lité du travail fourni à tous les niveaux ainsi que sur la vie sociale sur les campus avec une pollution excessive du milieu.

La violence comme un exutoire. Mais aussi une image ternie des étudiants qui, à travers leurs organisations, utilisent de plus en plus, la violence comme un exutoire. Beaucoup d'encres a coulé, ainsi que beaucoup de salive sur la question de la violence. Celle-ci a même fini par être transportée hors du cadre des campus après y avoir été incrustée comme un kyste.

Aujourd'hui, les étudiants tentent de l'ériger en système de gestion. La preuve de ce comportement est la récente descente que des éléments de la FHSCI ont faite sur le temple des morts qu'est Ivosep le 18 octobre dernier.

Cette grande misère morale côtoie

## L'évolution du dispositif

**LES STRUCTURES**

1992	2003
1 Université	3 Universités
7 Grandes Écoles Publiques env. 30 étab. hors MES	2 URES (Daloa et Korhogo)
	4 Grandes Écoles Publiques
	39 étab. hors MES
	112 établissements privés

En 2003, 121 établissements d'enseignement supérieur sur 160 sont sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur (MES)

**ETUDIANTS**

	1992	2002
Universités	24 500	70 804
GE Publiques	7 500	6 874
Étab. Hors MES	10 000	17 751
Étab. Privés	1 000	27 400
Total	43 000	122 829

En 2002 : 85,5% des effectifs étudiants sont sous la tutelle du MES, le privé représente 22,3 % des effectifs. Les filles représentent environ 27 % des étudiants

**ENSEIGNANTS**

	1992	2003
1700 Enseignants		2153 Enseignants

En 2003, le ratio enseignants/étudiants est de 1/52 dans les universités publiques et de 1/15 dans les grandes écoles publiques

N.B. : les aspects de l'insertion : 1/52 dans les universités, 1/15 dans les grandes écoles



## ◆ Tableau

## L'Enseignement supérieur : le grand sinistré

quotidiennement cette autre misère en ce qui concerne les équipements et les infrastructures. Avec la dégradation constante des conditions de travail et de vie des étudiants, des enseignants et des personnes techniques d'appui.

N'échappent pas à ce sinistre les services de scolarité et les centres régionaux des œuvres universitaires. Si dans les premiers, le manque de personnel structurel qualifié et celui de l'équipement informatique ont donné lieu à la non maîtrise des effectifs et à la non gestion du cursus des enseignants, dans les seconds on assiste non seulement à l'obsolescence des infrastructures et à leur insuffisance caractérisée, mais également à la dégradation conséquente de l'environnement dans lequel évoluent enseignants et enseignés et personnels d'appui technique et administratif. Avec en prime, le développement de la promiscuité et des maladies notamment, des infections sexuellement transmissibles.

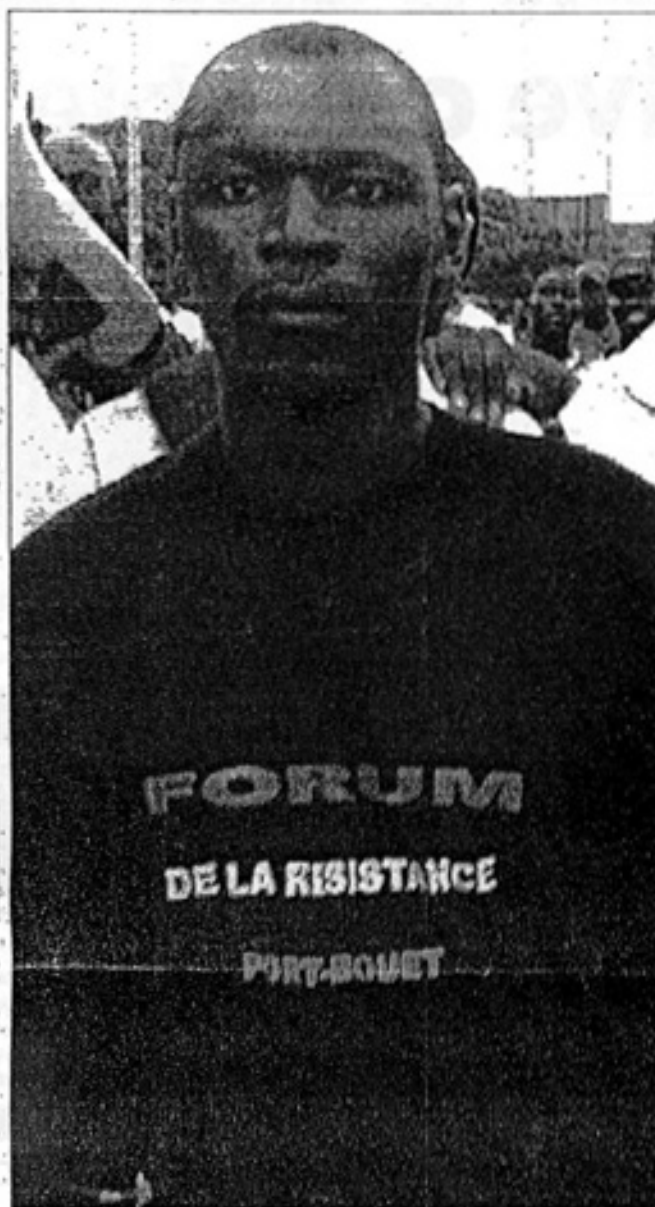
La question devenue lancinante des bourses constitue un autre champ de bataille. Elles font l'objet de grèves et de revendications récurrentes de la part des étudiants et contribuent à perturber le calendrier académique.

**Mesures à prendre.** La grande question que l'on se pose aujourd'hui est celle-ci : doit-on oui ou non maintenir la bourse et les aides, vu le très faible pourcentage d'étudiants bénéficiaires.

Car sur 122.829 étudiants au total, c'est seulement 15% d'entre eux qui reçoivent la bourse. Le montant global de cette enveloppe est de 7.455.627.52 F CFA.

Pour ceux qui poursuivent leurs études hors de la Côte d'Ivoire et qui reçoivent des bourses ou de secours financiers, le montant octroyé est de 3.750.000.000 de F CFA. Pendant que l'Etat prend en charge 79% d'étudiants inscrits dans les établissements privés à un coût global estimé à 8.360.000.000 de F CFA. Le problème de l'opportunité de la bourse se pose dans les mêmes termes quand il s'agit des logements - Car seulement 20% (soit 16,3%) sont officiellement logés. Pire, le système de gestion et d'octroi des logements associant les étudiants à travers la FESCI, notamment a montré toutes ses limites. De fait, les logements sont pris "en otage" par cette structure estudiantine qui impose son diktat dans leur attribution. Conséquence, on a observé impuissants à l'installation sur le campus d'individus venus d'ailleurs et qui ne justifient pas de la qualité d'étudiants. C'est de ce côté-là qu'il faut aussi rechercher l'une des causes de la violence qui s'est incrustée dans les cités et sur les campus.

Pour tout dire, l'enseignement supérieur demeure l'un des parents pauvres du système éducatif ivoirien. Il ne reçoit que 18% du budget de



Kiyu Serge, leader de la FESCI.

L'Education dont 13% sont consacrés aux salaires et au fonctionnement administratif. Des réformes qui regroupent des mesures d'ajustement et d'expansion ainsi que des actions visant à améliorer la qualité de cet ordre d'enseignement sont préconisées. Sur elles s'appuieront les nouveaux défis de l'enseignement supérieur qui portent sur la ges-

tion des effectifs, la satisfaction des besoins en enseignants, l'ajustement des budgets aux besoins réels par l'intermédiaire de mécanismes pérennes de financement. Tout cela devra concourir au rétablissement du calendrier académique, à l'éradication de la violence et à la poursuite de la politique de décentralisation et de régionalisation.

# 2

## Questions à...

### Zémogo Fofana

#### ministre de l'Enseignement supérieur

Ces questions ont été posées par les députés le mardi 4 novembre dernier.

• Il semble que chaque établissement d'enseignement supérieur privé crée ses filières. Et qu'en plus des diplômés maillons sont de plus en plus délivrés.

En ce qui concerne les filières, je puis vous assurer que d'une façon générale l'ensemble des filières est contrôlé. Il n'y a pas de création de nouvelles filières sans que la tutelle n'y soit associée.

Pour ce qui est des diplômés, nous reconnaissons que c'est un peu le ventre mou de cette affaire. Une commission va être créée pour veiller au respect des textes qui régissent ce domaine.

• Pourquoi ne consacrerait-on pas l'enveloppe de 8 milliards destinée à soutenir les élèves orientés dans le privé à la construction de nouvelles universités, étant entendu que le besoin se fait urgent dans ce domaine.

Non ce n'est pas si automatique qu'on le pense. Car dans tous les cas de figure, l'enseignement supérieur privé est nécessaire au système.

PROPOS RECLUTÉS PAR  
JOSETTE BARRY



## ANNEXE 1 : REDUCTION DE LA VIOLENCE DANS LES UNIVERSITÉS

Activités	Actions envisagées	Echéance
Séminaire sur la non-violence, les comportements citoyens dans les universités et Grandes Ecoles.	Conférences Tables rondes Supports d'information déterminant les codes de conduite	Janvier 2004
Plate-forme d'échange sur les aspects sociaux de la vie universitaire.	Création de cadres d'échange Compétitions sportives et culturelles	Mars 2004
Sensibilisation sur la non-violence.	Campagne d'information multimedias	Permanent
Activités socioculturelles et éducatives.	Compétitions inter-cités dotées de prix	Permanent

## ANNEXE 1 : ETAT DES BESOINS EN ENSEIGNANTS POUR LES ETABLISSEMENTS PUBLICS DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE COTE D'IVOIRE (2003-2004)

ETABLISSEMENTS	Personnel Administratif	Nombre Enseignant Chercheurs	Nombre Chercheurs	Nombre Etudiants	Ratio actuel Enseignant-Enseignés	Ratio idéal Enseignant-Enseignés	Nombre d'enseignants à attendre
UNIVERSITE DE COCODY	411	1 113	95	48 804	1/44	1/25	195
UNIVERSITE DE BOUAKÉ H. URES KORHOGO	139	147	9	16 000	1/109	1/25	64
UNIVERSITE D'ABOBO-ADJAME H. URES DALOA	140	93	15	6 000	1/65	1/25	24
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>690</b>	<b>1355</b>	<b>119</b>	<b>70 804</b>	<b>1/52</b>	<b>1/25</b>	<b>283</b>
<b>GRANDES ECOLES</b>							
ENS	75	72		1474	1/21	1/25	0
INSEA	21	15		104	1/7	1/25	0
IPNEPT	43	26		425	1/6	1/16	0
INP-HB	140	266		4871	1/18	1/25	0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>279</b>	<b>379</b>	<b>0</b>	<b>6 874</b>	<b>1/18</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>969</b>	<b>1734</b>	<b>119</b>	<b>77 678</b>			

## ANNEXE 2 : BESOINS URGENTS POUR LA RENTREE 2003-2004 (AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL)

Etablissement	Nature	Montant en FCFA
Université de Cocody	Amélioration des équipements	1 213 800 000
	Équipements pour la Bibliothèque Centrale	334 800 000
	Sécurité	202 500 000
Université d'Abobo-Adjame	Sécurité (gardienage)	50 000 000
	Enrêché	50 000 000
	Santé	10 500 000
Université de Bouaké	Équipements techniques et pédagogiques	511 000 000
	Location de locaux complémentaires	
Enseignement Supérieur Technique Privé	Allocations de 13 000 nouveaux bacheliers	5 016 500 000
<b>TOTAL</b>		<b>7 443 600 000</b>

## ANNEXE 2 : Programme et déroulement de l'année 2003-2004 dans les établissements de l'Enseignement Supérieur public

Structure	Période ou date de rentrée	Période ou date de fin d'année
<b>Grandes Ecoles</b>		
INSEA	5 octobre 2003	Juillet 2004
ENS	3 novembre 2003	Juillet 2004
INP-HB	Novembre 2003	Juillet 2004
IPNEPT	15 septembre 2003	Juillet 2004
<b>Universités Publiques</b>		
Cocody	octobre 2003	juillet 2004
Bouaké	février 2004	août 2004
Abobo-Adjame	février 2004	Juillet 2004

Le retour à un calendrier académique jusque là tronqué, s'imposait.



## ◆ Tableau

L'Enseignement supérieur : le grand sinistré

## L'enseignement à distance, une alternative crédible

**La Formation à distance (FAD) peut-elle aider les enseignements supérieurs en Afrique à surmonter les crises qui les minent depuis plus d'une décennie ? Pour la Côte d'Ivoire qui en plus fait face à une guerre, peut-on avoir de l'espoir ?**

Les enseignements supérieurs en Afrique traversent depuis plus d'une décennie des turbulences qui minent leur épanouissement. En Côte d'Ivoire, les manifestations les plus visibles de cet état de crise sont, parmi tant d'autres :

- le surpeuplement des facultés et écoles ;
- les échecs répétés et les séjours prolongés dans les études ;
- la baisse de la qualité des enseignements et du niveau des diplômés ;
- les violences de toute nature ;
- la désaffection de la fonction enseignante, caractérisée par une sorte de fuite "interne" et "externe" des cerveaux.

Face au désarroi des étudiants, gestionnaires et dirigeants, la formation à distance peut-elle être d'une quelconque utilité ?

L'apparition des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et surtout leur utilisation dans l'enseignement, pour la formation à distance, est perçue à tort ou à raison comme "la solution miracle" à la problématique de l'accès du plus grand nombre d'étudiants à l'université et de l'amélioration de la qualité de la formation dans les Universités et les Grandes Écoles.

Comment l'utilisation des NTIC peut-elle aider à la résolution des problèmes d'effectifs en continuant la croissance dans des locaux et infrastructures en nombre limité ?

Comment améliorer la qualité de la formation avec un nombre d'enseignants en diminution du fait de l'abandon des amphithéâtres par les enseignants pour d'autres fonctions plus rémunératrices et valorisantes dans l'Administration publique ? Plus spécifiquement, de

quelle manière et comment l'Internet et la vidéoconférence interactive peuvent-ils contribuer à améliorer la formation des étudiants africains en général et ivoiriens en particulier ?

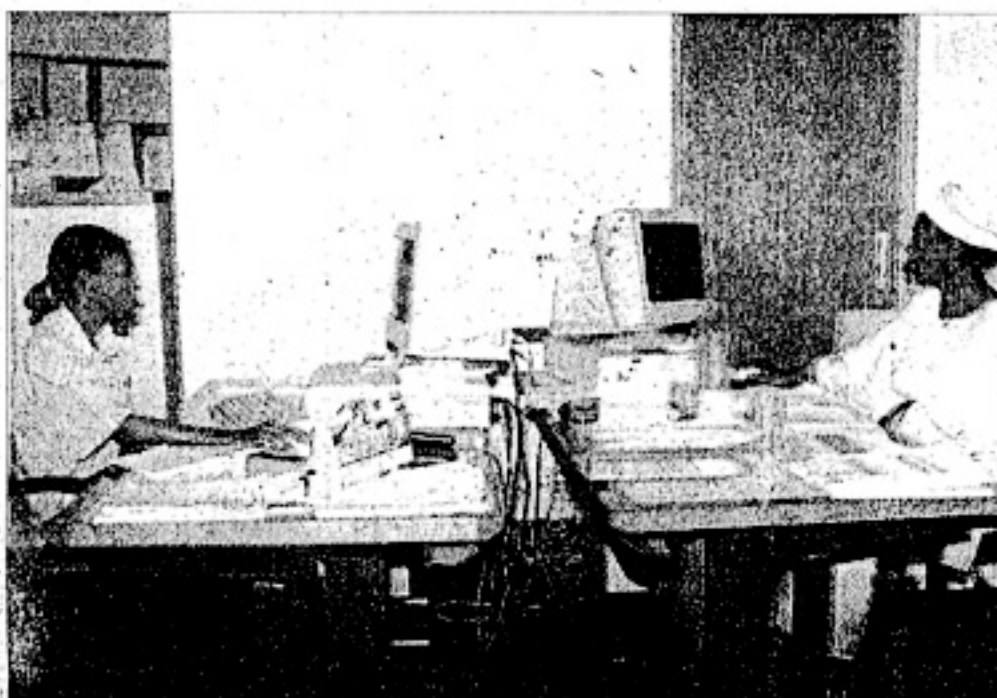
Qu'entend-on par la formation à distance ? Généralement c'est une formation qui se déroule sans que le formateur et l'apprenant se retrouvent en un même lieu. L'interaction pédagogique est différée dans le temps. Sans entrer dans une définition conceptuelle plus élaborée, interro-

geons-nous sur le pourquoi du recours à la formation à distance.

Certains pays y ont recours pour les raisons suivantes :

- éloignement des bénéficiaires de formation des centres et institutions traditionnelles de formation ;
- insuffisance de formateurs et/ou d'institutions de formation ;
- facilité d'accès aux outils de diffusion de la formation à distance ;
- insuffisance de ressources pour offrir un cycle de formation classique ;

Pour une personne, plusieurs raisons sont aussi avancées dont la faible coût financier de ce mode d'apprentissage, le souci de pouvoir concilier les études avec une autre activité, les difficultés d'accès aux structures classiques, etc.



A ce jour, plus de 2000 cadres et acteurs socio-économiques ont participé à des sessions de formations du CED. (PHOTO D'ARCHIVES)

Comment se déroule la formation ?

En fonction de la nature des moyens et outils de communication disponibles, les pratiques vont de la distribution de documents par courrier ordinaire aux courriers électroniques et de plus en plus par la visioconférence. Avec cet apport des nouvelles technologies de l'information et de la communication, s'ouvre une nouvelle ère pour la formation à distance. Désormais, il est possible de créer virtuellement, même avec la distance, l'interaction pédagogique de façon synchrone comme si formateur et apprenant se retrouvaient en un même lieu.

**Le débat sur l'opportunité de la formation à distance en Afrique et donc en Côte d'Ivoire ne devrait plus avoir droit de cité.** La question devrait être, l'Afrique peut-elle s'offrir le luxe de refuser de saisir les facilités ouvertes par les NTIC en matière de formation après avoir manqué la révolution industrielle ?

L'apprentissage et l'acquisition des connaissances constituent une étape fondamentale dans le cycle de vie de l'être humain. La disponibilité et l'accès à l'éducation sont donc un droit inaliénable de tout individu (cf. Organisation des Nations-Unies).

Au cours du temps, le mode de transmission des connaissances a évolué, passant des lieux traditionnels que sont les temples et les forêts sacrées, aux ateliers, écoles, universités, etc. Tout récemment, les nouvelles technologies de l'information et de la communication viennent révolutionner et le mode de transmission et l'utilisation des détenteurs de cette connaissance.

Selon le président d'honneur du Bureau international d'éducation et vice-président de la Commission française pour l'Unesco, Yves Brunsvick, "L'essor des technologies introduit des bouleversements dans les conditions et les pratiques mêmes des apprentissages dont il est difficile de prévoir l'ampleur, mais on sait qu'il va entraîner des profondes modifications entre systèmes éducatifs et apprentissage."

Le potentiel de la formation à distance est tel, spécialement la formation à distance par Internet, qu'il remet en question tout le modèle éducatif mondial basé sur l'imposition de programmes et de parcours standards. L'utilisation des NTIC dans l'enseignement entraîne une modification des méthodes de travail des enseignants et plus globalement, une modification du mode de fonctionnement des établissements scolaires et du système éducatif.

Beaucoup d'enseignantes et d'enseignants ne sont pas convaincus de l'intérêt de ces pratiques, ou encore redoutent les nouveaux problèmes de discipline qui risquent de survenir. Les raisons souvent entendues sont à l'effet du manque d'autonomie et de motivation des élèves à apprendre.

Cultiver ces qualités apparaît donc souhaitable, mais difficile à réaliser.

Peut-on miser sur l'outil pour améliorer la pédagogie ? Oui, à condition de considérer l'ordinateur branché comme un support pour une pratique pédagogique plus audacieuse, plus informée, plus sophistiquée.

Le succès des initiatives d'une utilisation des NTIC dans un environnement élargi tient essentiellement aux conditions d'études, à une méthode, à un environnement à mettre en place pour faire en sorte que ce ne soit pas les mêmes seuls 25% qui parviennent à étudier par eux-mêmes qui restent les seuls bénéficiaires. Le risque de voir l'écart s'agrandir entre les élèves bien nantis et ceux qui sont moins bien nantis augmente si l'accès aux nouvelles technologies demeure inaccessible aux élèves dont les familles ne peuvent s'équiper d'un ordinateur et d'un lien Internet.

Il faut donc d'abord équiper les écoles puis les classes en micro-ordinateur. Ensuite, il faudra les connecter pour constituer un réseau. C'est la mise en réseau qui permettra de rechercher et de trouver ailleurs ce qui ne se trouve pas sur place, en terme de compétences humaines, en terme de savoirs, de connaissances, scientifiques, techniques et technologiques.

Les nouvelles technologies (entendre surtout les ordinateurs en réseau) vues sous cet angle pourront alors aider le monde de l'éducation à répondre à la hausse de la demande et à l'amélioration de la qualité de la formation.

## ◆ Memo

## ► Etudes en France

Le nombre d'étudiants africains tentés par les études dans les Universités européennes, dans les départements et territoires français d'outre-mer est en hausse considérable. Cette situation fait suite qu'avant les indépendances, les Africains déjà envoyés en Europe pour se perfectionner. Aujourd'hui, l'initiative est plutôt prise par les Africains eux-mêmes, du fait de l'inexistence d'établissements supérieurs dans de nombreux pays et de la détérioration des systèmes éducatifs en Afrique.

## ► Les enseignants de plus en plus démotivés

L'Organisation des Nations-unies pour l'Éducation, la Science et la culture (UNESCO) a démontré dans ses dernières statistiques sur l'Afrique subsaharienne que le nombre des enseignants du primaire et du secondaire était proportionnel à celui des élèves. Soit 16,9% d'enseignants du primaire pour 16,2% d'enfants en âge d'être scolarisés, puis 12% de professeurs pour 13,8% des jeunes à scolariser.

La crise économique dans les pays sud-sahariens a causé une faible rémunération des enseignants, suscitant ainsi un manque d'engagement pour la profession.

Les élèves sont les principales victimes des nombreux débrayages des enseignants, seule voie pour de se faire entendre par les pouvoirs publics pour l'amélioration de leur condition de vie et de travail.

Sans être une réponse directe aux interrogations formulées plus haut, parce que conçus et mis en place dans une optique non académique, les Centres d'Éducation à Distance membre du réseau Mondial de Formation pour le Développement ou Global Development Learning Network en anglais (GDLN) de l'Institut de la Banque Mondiale proposent des stratégies qui méritent que l'on s'y intéresse.

Dotés d'infrastructures et d'équipement de pointe en matière de communication, ces centres offrent toutes les commodités d'accès rapide aux savoirs et aux compétences grâce à Internet et la visioconférence.

## Quatre pays d'Afrique francophone et quatre pays d'Afrique anglophone participent avec plusieurs autres pays repartis dans le monde à un projet pilote d'implantation de centre de formation à distance initié par la Banque Mondiale.

Ces pays vivent une expérience unique et enrichissante en matière d'utilisation des NTICs dans la diffusion et le partage du savoir. Ils vivent au jour le jour la réduction de la fracture numérique entre le Nord (Pays avancés) et le Sud (Pays en voie de Développement).

Pour la Côte d'Ivoire, le Centre d'Éducation à Distance de Côte d'Ivoire (CED-CI), membre de ce réseau, propose depuis octobre 2000, des séminaires de formation de haut niveau aux décideurs des secteurs public et privé et de la société civile. Ces séminaires sont animés par des experts de renommée mondiale et par des institutions internationales prestigieuses. A ce jour plus de 2000 cadres et Acteurs socio-économiques ont participé à ces sessions de formation et de partage d'expérience.

L'expérience ivoirienne n'est certainement pas comparable à celle des autres pays, vu l'environnement socio-politique et économique dans lequel il évolue depuis juin 2000, date de son inauguration officielle. Elle est cependant et justement intéressante, parce que si le CED-CI arrive à survivre dans un tel environnement, pourquoi les autres ne survivront-ils pas, eux qui semblent avoir bénéficié de conditions et d'un environnement plus favorables.

\* Directeur du Centre d'éducation à distance - Côte d'Ivoire (CED-CI)  
06 BP 2094 Abidjan 06 - Email : cv\_kouassi@pfn.org  
or jackkouassi@hotmail.com

Le potentiel de la formation à distance est tel qu'il remet en question tout le modèle éducatif mondial basé sur l'imposition de programmes et de parcours standards.



PAR DR KOUASSI YAO \*